

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202228]

**14 MARS 2024. — Décret conjoint de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne modifiant l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique, les mots " décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française " sont remplacés par les mots " décret de la Communauté française du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française. "

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même accord de coopération, les mots « Commission communautaire commune » sont remplacés par les mots « Commission communautaire française ».

**Art. 3.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même accord de coopération, deux nouveaux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

" La Commission a pour mission de rendre des avis sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts d'un mandataire public, sur base d'une demande signée par au moins un tiers des membres du Parlement de la Communauté française, de l'Assemblée de la Commission communautaire française ou du Parlement wallon, issus d'au moins deux groupes politiques.

La Commission a pour mission de rendre des avis sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts d'un mandataire public visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, à la demande du Gouvernement de la Communauté française, du Collège de la Commission communautaire française ou du Gouvernement wallon. "

**Art. 4.** Dans l'article 3, § 2, alinéa 2, du même accord de coopération, les mots " à l'exclusion des cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, " sont supprimés.

**Art. 5.** L'article 3, § 3, du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

" § 3. La Commission a pour mission de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, à l'exclusion de cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, en matière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts, à la demande motivée de tout mandataire public.

La Commission juge irrecevable toute demande anonyme, non motivée, obscure ou injurieuse. "

**Art. 6.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, du même accord de coopération, les mots " cinq ans " sont remplacés par les mots " trois ans ".

**Art. 7.** Dans l'article 7 du même accord de coopération, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. La Commission compte parmi ses membres six membres répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et six membres répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> ou 3<sup>o</sup>, dont au moins un répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et au moins un répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. Dans la mesure des candidatures reçues, il est veillé à respecter le principe de la représentation proportionnelle sur l'ensemble des membres visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>. "

**Art. 8.** Dans l'article 12 du même accord de coopération, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit : " Les avis formulés en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont présentés dans le rapport d'activités de manière anonyme. "

**Art. 9.** Dans l'article 13 du même accord de coopération, la phrase " Ces montants sont indexés. " est remplacée par la phrase " Ces montants sont liés à l'indice-pivot 101,02 (base 2013) et évoluent de la même manière que celle prévue dans la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. "

**Art. 10.** Dans l'article 19 du même accord de coopération, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. Les avis sont communiqués par pli recommandé au mandataire public concerné ou au membre du Gouvernement concerné. Le cas échéant, les avis sont communiqués par pli recommandé au Parlement qui a demandé l'avis, ou au Gouvernement qui a demandé l'avis ou au mandataire public qui a demandé l'avis. "

**Art. 11.** L'article 20 du même accord de coopération contenant les mots " Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée " est renuméroté en article 21.

**Art. 12.** L'article 21 du même accord de coopération est renuméroté en article 22.

**Art. 13.** L'article 22 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

" Art. 23. Les gouvernements de la Communauté française, de l'Assemblée de la Commission communautaire française et de la Région wallonne octroient les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission de déontologie et d'éthique, en ce compris celui du personnel assurant son secrétariat, dans les dotations à leur Parlement.

Les crédits sont répartis de la manière suivante :

- 35 % à charge du Parlement de la Communauté française;
- 15 % à charge de l'Assemblée de la Commission communautaire française;
- 50 % à charge du Parlement de Wallonie. "

**Art. 14.** Dans le même accord de coopération, il est inséré un article 24 rédigé comme suit :

” Art. 24. Le siège de la Commission est établi au siège du Parlement de la Communauté française.

Le secrétariat de la Commission est assuré conjointement par le Parlement de la Communauté française et par le Parlement wallon, selon les modalités qu’ils déterminent.

Les réunions de la Commission se tiennent dans les locaux du Parlement de la Communauté française, de l’Assemblée de la Commission communautaire française ou du Parlement wallon, selon la décision de la Commission.”

**Art. 15.** Par mesure transitoire et dans le but d’assurer la continuité dans les opérations d’installation de la Commission, les candidatures déposées sur base des appels à candidatures publiés en application de l’accord de coopération du 30 janvier 2014 préalablement à l’entrée en vigueur du présent décret conjoint restent pleinement valables, sauf avis contraire des candidats ou non-respect des conditions prévues par la législation.

**Art. 16.** Le présent décret conjoint produit ses effets le jour suivant sa promulgation par la dernière des entités concernées.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 14 mars 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l’Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l’Innovation,  
du Numérique, de l’Aménagement du territoire, de l’Agriculture, de l’IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l’Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l’Emploi, de la Formation, de la Santé, de l’Action sociale  
et de l’Économie sociale, de l’Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l’Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l’Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1439 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 6

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 mars 2024

Discussion.

Vote.

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202228]

**14 MAART 2024.** — **Gezamenlijk decreet van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1, 2<sup>o</sup> van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek, worden de woorden “decreet van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren” vervangen door de woorden “decreet van de Franse Gemeenschap van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren”. ”.

**Art. 2.** In artikel 1, § 1, 5<sup>o</sup>, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, worden de woorden “Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “Franse Gemeenschapscommissie”.

**Art. 3.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, worden twee leden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

”De Commissie heeft als opdracht advies te geven over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflict van een openbare mandataris, op basis van een aanvraag ondertekend door ten minste een derde van de leden van het Parlement van de Franse Gemeenschap, de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of het Waals Parlement, afkomstig van ten minste twee politieke fracties.

"De Commissie heeft als opdracht advies te geven over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflict van een openbare mandataris bedoeld in artikel 1, § 1, 2° tot 6°, op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, het College de Franse Gemeenschapscommissie of het Waals Parlement."

**Art. 4.** In artikel 3, § 2, tweede lid, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, worden de woorden "behalve in specifieke gevallen die één of meer openbare mandatarissen betreffen" opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 3, § 3, van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door wat volgt:

"§ 3. De Commissie heeft als opdracht adviezen of aanbevelingen van algemene aard te formuleren, met uitsluiting van specifieke gevallen die een of meer publieke mandatarissen met name betreffen, op het gebied van deontologie, ethiek of belangenconflicten, op met redenen omkleed verzoek van elke publieke mandataris.

De Commissie beschouwt elk anoniem, ongemotiveerd, onduidelijk of beledigend verzoek als niet-ontvankelijk."

**Art. 6.** In artikel 7, § 1, 1°, 2° en 3°, van hetzelfde samenwerkingsakkoord, worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "drie jaar".

**Art. 7.** In artikel 7 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

"§ 2. De Commissie telt onder haar leden zes leden die voldoen aan de voorwaarden die zijn vastgelegd in § 1, 1°, en zes leden die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 2° of 3° waaronder ten minste één lid dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 2°, en ten minste één lid dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in § 1, 3°. Bij de ontvangen aanvragen wordt toegezien op de naleving van het beginsel van evenredige vertegenwoordiging van alle leden bedoeld in artikel 7, § 1, 2° en 3°."

**Art. 8.** In artikel 12 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt de laatste zin vervangen als volgt: "De adviezen geformuleerd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, worden in het activiteitenverslag anoniem weergegeven."

**Art. 9.** In artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt de zin "Deze bedragen zijn geïndexeerd." vervangen door de zin "Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 101,02 (basis 2013) en evolueren op dezelfde manier als deze voorzien in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de publieke schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen."

**Art. 10.** In artikel 19 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

"§ 2. De adviezen worden per aangetekend schrijven bezorgd aan de betrokken publieke mandataris of aan het betrokken lid van de Regering. De adviezen worden, in voorkomend geval, per aangetekend schrijven bezorgd aan het Parlement dat het advies heeft gevraagd, of aan de Regering die het advies heeft gevraagd of aan de publieke mandataris die het advies heeft gevraagd."

**Art. 11.** Artikel 20 van hetzelfde samenwerkingsakkoord dat de woorden "Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur." bevat, wordt tot artikel 21 hernummerd.

**Art. 12.** Artikel 21 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt tot artikel 22 hernummerd.

**Art. 13.** Artikel 22 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 23. De Regeringen van de Franse Gemeenschap, de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Waalse Gewest verlenen de nodige kredieten voor de werking van de Commissie voor deontologie en ethiek, inclusief die van het personeel dat haar secretariaat waarneemt, in de dotaties aan hun Parlement.

De kredieten worden verdeeld als volgt:

- 35 % ten laste van het Parlement van de Franse Gemeenschap;
- 15 % ten laste van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 50 % ten laste van het Waals Parlement."

**Art. 14.** In hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt een artikel 24 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 24. De zetel van de Commissie is gevestigd ten zetel van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Het secretariaat van de Commissie wordt gezamenlijk waargenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap en door het Waalse Parlement, volgens de nadere regels die zij bepalen.

De vergaderingen van de Commissie worden gehouden in de lokalen van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of van het Waalse Parlement, afhankelijk van de beslissing van de Commissie."

**Art. 15.** Bij overgangsmaatregel en met als doel de continuïteit van de installatieactiviteiten van de Commissie te garanderen, blijven de kandidaturen die zijn ingediend op basis van oproepen tot kandidaten gepubliceerd overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 vóór de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet, volledig geldig, tenzij anders vermeld door de kandidaten of niet-naleving van de voorwaarden voorzien door de wetgeving.

**Art. 16.** Dit gezamenlijk decreet heeft uitwerking op de dag na de afkondiging ervan door de laatste van de betrokken entiteiten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 maart 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*  
Stukken van het Waals Parlement, 1439 (2023-2024) Nrs. 1 à 6  
Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 maart 2024.  
Bespreking.  
Stemming.

—  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2024/202229]

**14 MARS 2024. — Décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 4 décembre 2018 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 4 décembre 2018, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 14 mars 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2023-2024.*  
Documents du Parlement wallon, 733 (2021-2022) N<sup>os</sup> 1 à 3  
Compte rendu intégral, séance plénière du 13 mars 2024  
Discussion.  
Vote.